

séviennent de longue date en Amérique centrale sont les causes premières des troubles et de l'instabilité que connaît la région à l'heure actuelle. Tout comme ils s'entendaient pour dire que l'aide que nous apportons au développement économique et social du Honduras, du Nicaragua et de Costa Rica devrait se poursuivre et même prendre plus d'ampleur dans les limites du cadre actuel.

Certains préconisaient de ne verser aucune aide au Nicaragua du fait que ce pays cherche à exporter la révolution au Salvador. D'autres encore proposaient de mettre fin à l'aide au Honduras parce que ce pays soutient les rebelles nicaraguayens. Personne, toutefois, n'a proposé que l'on coupe l'aide à l'un et l'autre pays.

L'aide à l'Amérique centrale fournie par les organisations non gouvernementales canadiennes se distingue davantage par sa qualité que par sa quantité. Toutefois, cette visite m'a amené à m'interroger sur la distribution de cette aide; dans certains cas, sa raison d'être même a été mise en doute. Les besoins, dont peuvent s'occuper des Canadiens compétents et dévoués, particulièrement au niveau des activités humanitaires et de personne à personne, ne devraient pas être confinés à l'intérieur de frontières idéologiques. J'ose espérer que les attaches politiques ne viendront pas détourner ce travail inestimable de ses objectifs fondamentaux.

Notre aide en Amérique centrale est nécessaire, appréciée et hautement respectée parce qu'elle répond aux besoins fondamentaux de développement des personnes et des sociétés. Elle ne sera pas accordée en fonction des allégeances politiques des bénéficiaires. Nous estimons en effet que nos programmes doivent aider les pays de la région à venir à bout des entraves qui sont la cause première de l'injustice sur les plans social et économique et au niveau des politiques. Le bien-fondé de l'approche du Canada vis-à-vis de l'Amérique centrale a été reconfirmé durant ma visite et au cours des consultations que j'ai eues.

J'ai fait clairement valoir aux gouvernements du Honduras et du Nicaragua que le Canada s'oppose à l'ingérence de tout pays dans les affaires internes d'un autre. Et j'ai rappelé que, dans un cas en particulier, nous avons mis fin à notre relation avec un pays parce que celui-ci avait affecté des combattants à des incursions militaires à l'étranger plutôt que d'utiliser ses ressources militaires à des fins strictement défensives.

Cette visite m'a également permis de rencontrer les chefs de mission du Canada dans la région. Tenue à Cartagena, cette réunion a été l'occasion d'un tour d'horizon utile et détaillé de la région et des politiques canadiennes que nous y menons.